

**Mémoire sur le rôle de l'ASSÉ dans la 8<sup>ième</sup> grève générale illimitée**

**par l'Association Étudiante du Collège de Sherbrooke**

**Présenté à l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante  
dans le cadre du Congrès d'orientation du 25 au 28 novembre 2005**

**Le 24 novembre 2005**

## **L'avant-grève**

### Appel à la grève en 2003

L'hiver dernier l'ASSÉ a réussi à mener une des plus importantes mobilisations étudiantes de l'histoire du Québec. Mais cette mobilisation n'a pu avoir lieu qu'en raison du travail effectué lors de l'année précédente par les militants et militantes au niveau régional et provincial. Ainsi, on pourrait dire que l'idée plus généralisée parmi la population étudiante de grève générale illimitée comme moyen de pression efficace a commencé à se développer autour de l'automne 2003. En effet, l'ASSÉ avait comme plan d'action pour la session d'automne 2003 de déclencher une grève offensive par rapport aux frais de scolarité. Les militants et militantes de l'ASSÉ étaient pratiquement unanimes par rapport à l'initiative, ce qui fut une partie considérable de l'échec relatif de la campagne : la décision d'initier une campagne de grève générale illimitée venait directement du congrès de l'ASSÉ, sans consultation préalable des assemblées générales. En plus de négliger un travail de mobilisation préliminaire à une campagne de cette envergure habituellement fait par la prise de position en assemblée, la campagne « du haut vers le bas » a amené la majorité des étudiants et étudiantes un peu plus distants et distantes des associations locales à se sentir détaché-e-s du processus démocratique menant à un moyen de pression majeur. Néanmoins, malgré l'échec factuel de la campagne, le débat sur la grève générale illimitée engendré par le mouvement et la mise en garde contre les réformes à venir a jeté des bases considérablement solides à une mobilisation future. Malgré les difficultés démocratiques de la campagne, l'obstacle majeur à l'embrassement du mouvement et l'obtention d'un rapport de force est sans aucun doute la distance que la population étudiante ressentait par rapport aux objectifs du moyen. (L'emphase étant sur la grève, et non pas sur la gratuité scolaire). Ne réagissant pas nécessairement à une réforme brutale, la campagne s'est frappée le nez à une population éphémère, une population dont le roulement est beaucoup trop grand pour lui donner le constat d'une décrépitude chronique de l'éducation. Les mobilisations de 2003 ont donc été interprétées comme des « rebelles sans causes ». Par contre, le débat, lors des assemblées générales, fut amplement suffisant pour conscientiser le mouvement sur l'usage de la grève, ce qui, nous le savons maintenant, s'est avéré crucial dans une situation de mobilisation en réaction à une coupure. Face à une situation économique en chute libre dans le milieu de l'éducation, la réalité remise au visage, les étudiants et étudiantes, dans un nouveau contexte (2004) savaient maintenant ce qu'il restait à faire.

### La session d'automne 2004, une session d'information et de mobilisation

Après une tentative ratée de déclencher une grève en 2003, les coupures redoutées dans les prêts et bourses ont lieu durant l'été 2004. L'ASSÉ doit se mobiliser à nouveau face à cette attaque au droit à l'éducation. Ainsi, lors du congrès extraordinaire du 28 août 2004, on pense déjà à n'exclure aucun moyen (y compris la grève) pour renverser la réforme de l'aide financière aux études et on prévoit lancer un ultimatum au gouvernement. Suite au congrès des 25 et 26 septembre l'ultimatum est adopté et lancé par l'ASSÉ et on réfléchit déjà à la possibilité de tenir une grève si le gouvernement ne daigne pas répondre à celui-ci. N'ayant reçu aucune réponse de la part du gouvernement, l'ASSÉ lança un appel à la grève en invitant les associations locales à tenir des assemblées générales afin d'obtenir des mandats de grève pour la session d'hiver 2005. De plus, durant cette session d'automne quelques actions se sont déroulées afin d'établir une escalade des moyens de pression (manifestation regroupant environ 400 personnes contre le forum des générations, manifestation nationale regroupant plus de 1000 personnes le 19 novembre ainsi qu'une occupation au bureau de Pierre Reid le 8 décembre).

Ainsi, ces différents événements ont permis aux forces locales de pouvoir mobiliser leurs membres sur les enjeux qui allaient guider la grève générale illimitée de l'hiver 2005 (réforme à l'aide financière, projet de décentralisation du réseau collégial et gratuité scolaire). De plus, le fait de ne pas lancer la grève générale illimitée à la session d'automne a permis aux associations étudiantes, comme nous le disions précédemment, de ne pas se lancer dans une campagne de grève sans que leurs membres soient pleinement informé-e-s. La session d'automne 2004 a été extrêmement importante pour la grève qui allait suivre en ayant une base de personnes informées sur les problématiques des étudiants et étudiantes.

Revenons maintenant sur cette session et analysons quels ont été les bons coups et quelles sont les choses qui, dans une mobilisation future l'ASSÉ, devraient changer. Tout d'abord ce qu'il faut noter par rapport à cette session c'est que, contrairement à l'année précédente, l'ASSÉ et ses membres ont réussi à rester patients et patientes et à ne pas se précipiter dans une campagne de grève sans avoir précédemment informé et mobilisé ses membres. Ainsi, en décidant au congrès du 24 octobre de lancer l'appel à la grève pour la session d'hiver 2005, l'ASSÉ a permis à ses associations membres de mieux se préparer à lancer une campagne de grève. Cependant, le manque de mobilisation dans les associations non-membres de l'ASSÉ a été problématique durant cette session. En effet, bien que les associations membres de l'ASSÉ aient dans l'ensemble bien mobilisé leurs membres, les autres associations étudiantes au Québec (sauf exceptions) étaient très peu ou pas mobilisées et prêtes à s'engager dans une grève générale illimitée à l'hiver. Durant la grève générale illimitée, on a remarqué que la majorité des associations étudiantes non-membres de l'ASSÉ ont dû attendre un certain moment avant de se lancer dans celle-ci.

#### Début 2005 : les derniers pas avant la grève

Après la session d'automne 2004, où l'ASSÉ avait décidé de reporter l'appel à la grève pour la session d'hiver 2005, la majorité des associations membres semblaient prêtes à lancer le combat contre le gouvernement. En effet, après avoir décidé de reporter la grève générale illimitée à la session d'hiver, les associations membres de l'ASSÉ qui ne se sentaient pas prêtes à l'automne ont pu se préparer en diffusant chez leurs membres l'idée de la grève générale illimitée. C'est ainsi qu'au congrès des 29 et 30 janvier 2005 (au Cégep de Saint-Laurent) l'ASSÉ mit sur place les bases de ce qui allait lancer et coordonner la grève; la Coalition de l'ASSÉ Élargie (voir Annexe 1). Cette coalition visait à regrouper toutes les associations étudiantes (membres et non-membres de l'ASSÉ) ayant en commun des revendications progressistes et pratiquant un certain syndicalisme de combat et à permettre aux associations non-membres de l'ASSÉ de pouvoir s'impliquer dans les structures de l'ASSÉ. Ainsi, suite à ce congrès, tout semblait prêt pour que l'ASSÉ déclenche et réussisse à mener et à coordonner la 8<sup>ième</sup> grève générale illimitée du mouvement étudiant.

On ne peut, cependant, pas dire que ce qui a été fait à la session d'hiver avant la grève ait été parfait. En effet, bien qu'intéressante, la structure mise en place au congrès de Saint-Laurent comportait quelques lacunes. Tout d'abord, nous pensons que le but de la CASSÉÉ était de regrouper des associations ayant en commun des revendications communes et la pratique du syndicalisme de combat, ce qui dans les faits lors de la grève n'était pas totalement exact. En effet, dans les congrès de la CASSÉÉ des associations dénonçaient les bases mêmes de l'ASSÉ et les revendications centrales de celle-ci. Ainsi, dans une mobilisation future il pourrait être intéressant d'appeler les associations non-membres de l'ASSÉ (et membres...) à s'informer sur ce qu'est le syndicalisme de combat et à se

positionner sur celui-ci. De plus, dans un cadre comme une grève générale illimitée nous devons nous poser la question si l'on doit couper dans nos revendications pour inclure un maximum d'étudiants et d'étudiantes possibles et si l'on pense que oui, jusqu'à quel point dénature-t-on la raison d'être de l'ASSÉ en le faisant? Ainsi, si l'ASSÉ a à refaire une coalition ces questions se reposeront et elle aura à faire les bons choix pour que la mobilisation soit une réussite

Finalement dans le cadre d'une grève générale illimitée, l'avant-grève est bien souvent plus importante que la grève elle-même puisque c'est à cette période que l'on met le cadre de la grève et que l'on trouve la base de la population étudiante qui mènera le combat tout le long de la mobilisation.

***La partie portant sur le déroulement de la grève devait être faite par l'AGESJR...***

## **Fin de la grève et après-grève**

### La grève tire à sa fin

Le mouvement de grève tire à sa fin. L'entente signée par les leaders étudiants de la FECQ et la FEUQ a eu l'effet d'un bon coup de sabre. Le mouvement était tranché en deux factions : certains et certaines appellent au sabotage des fédérations et d'autres au réalisme, disant que dans les circonstances les gains étaient suffisamment importants. Une chose est certaine, c'est à partir de ce moment que le mouvement étudiant a perdu des plumes. Dans plusieurs cégeps et facultés universitaires les étudiants et étudiantes rentrent en classe incertains et incertaines de la suite des événements. Ceux et celles qui avaient accepté l'offre rentraient glorieux la tête haute. Plusieurs associations ont rejeté l'offre du ministre mais rentraient tout de même en classe, déçues du déroulement des négociations mais essoufflées par la grève historique au niveau de la durée. Après coup quelles associations sont demeurées en grève pour une semaine tout au plus. C'est à ce moment que la CASSÉÉ tenait son congrès des 9-10 avril 2005 dans la faculté des lettres et des sciences humaines à l'université de Sherbrooke. Voici l'extrait tiré du procès verbal du congrès du 9-10 avril 2005 :

5.2.1 Attendu près de six semaines de grève menées par de nombreuses associations membres de la CASSÉÉ;

Attendu que la grève a permis le lancement d'un débat de société autour de l'éducation; Attendu que de nombreuses associations étudiantes sont retournées en classe tout en rejetant l'entente intervenue entre les fédérations étudiantes et le ministre Fournier;

Attendu que plusieurs associations étudiantes ont signifié leur refus de l'entente en reconduisant la grève;

Que le Congrès de la CASSÉÉ recommande aux assemblées générales d'effectuer un repli stratégique en mettant un terme à la grève pour consolider les avancées réalisées par le syndicalisme étudiant au cours de la lutte, notamment :

- la pratique de la démocratie directe par la tenue d'assemblées générales fréquentes et populeuses;
- la construction d'un mouvement étudiant combatif, notamment par la multiplication des actions de perturbations économiques;
- la mise en lumière de l'incapacité de la FECQ et de la FEUQ à défendre les intérêts matériels et

moraux des étudiantes et étudiants par l'usage de stratégies corporatistes de concertation et de gestion de coupures;

- la preuve faite de la nécessité et de l'efficacité d'une organisation nationale démocratique, indépendante et combative

- la preuve faite de la nécessité et de l'efficacité de la construction d'un rapport de force afin de faire reculer l'État néo-libéral.

Que ces avancées soient discutées dans les assemblées générales.

Proposée par le Conseil Exécutif

Appuyée par AGECEVM

5.2.2.1 De remplacer « recommande aux » par « invite les » et « d'effectuer un » par « d'envisager la pertinence d'un ».

Proposé par AEHUM

Appuyé par l'ACSSUM

Vote formel : Pour : 9 Contre : 7 Abstention : 3

Adopté à la majorité

Le combat n'est pas encore terminé. Près de 100 000 étudiants et étudiantes ont rejeté l'offre malgré le retour en classe. Maintenant que la grève est terminée, il est temps de voir avec un peu de recul les principales grandes lignes de cette grève historique d'hiver 2005. Il y a des points positifs qui sont sortis de la grève. Premièrement personne ne peut dénigrer les grands efforts de mobilisation. En effet, au moment le plus fort de la grève, plus de la moitié des étudiants et étudiantes étaient en grève, soit 250 000. Cela consiste en une mobilisation historique dans le mouvement étudiant. Cette forte mobilisation permit une bonne diffusion de l'information lors des assemblées générales ce qui a permis de conserver une mobilisation de masse. Les assemblées générales ont joué un rôle des plus importants. Elles ont démontré leur efficacité et elles ont donné un bon exemple de démocratie directe.

Avec toute l'ampleur de cette grève, qu'est-ce qui n'a pas fonctionné? Qu'est-ce qui fait que les gains sont si minimes? Car il faut être réaliste, les gains dans le régime d'aide financière aux études ne sont pas importants considérant l'ampleur du mouvement. Pourtant la CASSÉE avait dans ses revendications l'abolition de la réforme sur l'AFE. Mais dans les médias, on ne parlait que des 103 millions de bourses converties en prêts. Les médias n'ont pratiquement jamais traité des autres aspects de la réforme. **Bien que les représentants et représentantes médias de la CASSÉE ne cessaient de marteler que la revendication était l'abolition complète et rétroactive de la réforme, au niveau médias il y a beaucoup de travail à faire pour avoir une bonne couverture. Le débat centré uniquement sur des valeurs monétaires a évité de mener un véritable débat de fond en éducation.** Mais pourquoi les revendications de la CASSÉE n'ont pas été entendues par le gouvernement? Bien que celles-ci représentaient plus de 60 000 étudiants et étudiantes elles étaient ignorées des négociations par le ministre Jean-Marc Fournier. La raison évoquée par le ministre était que la CASSÉE était un regroupement radical et violent. Si l'on prend la définition du mot « radical » dans le Petit Robert, on y trouve : opération par laquelle on corrige de façon durable une lésion ou une anomalie. Donc à la suite de cette définition on peut dire que oui la CASSÉE est radicale puisqu'elle exigeait du gouvernement des changements complets dans le régime de l'AFE. Si on prend la définition du mot « violence », toujours avec le Petit Robert : agir sur quelqu'un ou le faire agir contre sa volonté, en employant la force ou l'intimidation. Dans le cadre de la huitième grève générale

illimitée, y a-t-il eu une présence de violence? Telle qu'illustrée dans le dictionnaire, la CASSÉE n'a pas été violente. L'ASSÉ pourrait-elle changer sa façon d'agir? Le problème est que l'ASSÉ propose une alternative aux méthodes concertationnistes des fédérations. Il faut donc aller de l'avant avec les manifestations, occupations et la perturbation économique. Ces méthodes ont fait leurs preuves dans le passé et il ne faut pas négliger les gains qui ont été faits.

À la lumière de ces définitions, on se demande toujours pourquoi la CASSÉE n'était pas aux négociations. La réponse la plus probable serait que le gouvernement avait peur de négocier avec des gens qui voulaient un débat de fond en éducation. Au lieu d'avoir une approche de gestion de coupures comme l'ont fait la FECQ et la FEUQ lors de la dernière grève, la CASSÉE de son côté avait des revendications beaucoup plus larges. Des revendications que le gouvernement ne voulait pas mettre sur table. Le gouvernement a sans doute éloigné la CASSÉE par stratégies gouvernementales dans le but d'éloigner d'autres revendications que la CASSÉE voulait mettre sur table. Le gouvernement a ainsi négligé plus de 60 000 étudiants et étudiantes qui avait formé les revendications de la CASSÉE lors des assemblées générales du début de la grève.

L'entente signée par les fédérations étudiantes démontre aussi un manque d'unification à l'intérieur même du mouvement étudiant. Les représentants n'avaient pas à signer l'offre avant même d'avoir consulté ses membres par le biais des assemblées générales. Cette façon de faire a d'ailleurs fait réagir plusieurs membres des fédérations, déçu-e-s de ne pas avoir consulté les membres avant de signer. **Il est difficile de voir un mouvement fort et uni, car les différences instances nationales (FECQ-FEUQ-CASSÉE) n'ont pas les mêmes revendications. Le seul point en commun est la lutte qu'elles mènent pour l'éducation.** Mais ce point commun n'a pas été vu comme une lutte commune. La FECQ et la FEUQ auraient peut-être dû exiger à ce moment là, la présence de la CASSÉE à la table des négociations avant de signer quoi que ce soit. Cela aurait démontré non seulement une unité dans le mouvement étudiant, mais cela aurait aussi démontré de la bonne foi des fédérations qui ont tout de même laissé plus de 60 000 étudiants et étudiantes dans la rue.

#### Après la grève : affiliations et démobilisation

Mais la réalité étant ce qu'elle est, la grève est maintenant terminée avec les minces acquis que l'on connaît. Elle aura du moins servi à relancer le débat en éducation, à conscientiser la population aux causes étudiantes et aura servi d'expérience supplémentaire pour une lutte future. Évidemment, l'après-grève a connu ses bons et ses mauvais côtés. Soyons optimistes et commençons par les gains faits par l'ASSÉ suite à cette grève générale illimitée qui a réuni autant d'étudiants et d'étudiantes pour un si petit gain.

Tout d'abord, on a vu plusieurs campagnes d'affiliation à l'ASSÉ voir le jour. Les cégeps de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Joliette, du Vieux-Montréal, de Saint-Jérôme et le cégep François-Xavier Garneau de Québec ont mené des campagnes d'affiliation qui ont mené à une affiliation à l'ASSÉ pour les cégeps de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Jérôme et de François-Xavier Garneau et ont été un échec pour ceux de Joliette et du Vieux-Montréal. N'oublions pas cependant que Joliette mènera une deuxième campagne d'affiliation à l'hiver 2006. La CASSÉE a donc, en revendiquant davantage que le simple retour des 103 millions, en mettant d'avant un réel débat social dépassant la simple question de l'argent et allant véritablement au fond des choses, en s'attaquant directement au système plutôt qu'à son portefeuille et en menant une bataille basée sur le rapport de force et non le concertationnisme et

le lobbying comme l'ont fait la FECQ et la FEUQ, à renforcer l'ASSÉ par ses nombreuses affiliations ayant eu lieu très tôt suite à la grève.

Cependant, malgré ses affiliations, malgré sa mobilisation monstre n'ayant pas disparu en même temps que la grève et malgré la conscientisation instaurée dans la population étudiante, une démobilisation générale a suivi la huitième grève générale illimitée à la session d'automne. La difficulté à atteindre le quorum dans plusieurs assemblées générales partout dans le Québec, la faible mobilisation ayant mené à des taux de participation très bas aux manifestations : une centaine d'étudiants et d'étudiantes à la manifestation régionale à Drummondville et environ 500 à la manifestation nationale à Québec, et la difficulté à obtenir un mandat de grève pour cette dernière manifestation (une seule association étudiante était à proprement dit en grève : l'AÉCS) sont des symptômes que l'on a vus dans toutes les associations étudiantes ayant participé à la grève. La cause de ces symptômes est certainement dû à l'essoufflement étudiant suite à la grève, mais qu'est-ce qui a causé véritablement cet essoufflement alors que l'on sait très bien que la menace du dégel des frais de scolarité plane au-dessus de nos têtes et que seul une mobilisation générale constante saura prévenir cette attaque du gouvernement sur l'éducation?

Il faut premièrement se remettre en contexte de grève générale illimitée où les assemblées générales étaient hebdomadaires, et redondantes pour plusieurs, où un même noyau travaillait constamment à l'organisation de la grève tant au niveau local que national et où les actions politiques se suivaient quasi quotidiennement. Pour ceux et celles qui s'impliquaient de manière permanente, c'est-à-dire le noyau organisationnel, ce rythme de vie était essoufflant et il est normal que ce noyau se soit affaibli suite à la grève pour diverses raisons : querelles internes, essoufflement suite à la grève, difficulté à revenir dans le rythme de vie militant suite aux vacances estivales, etc. De ces faits, comme la mobilisation générale au niveau local et national dépendait de ces noyaux, on a pu constater la baisse de mobilisation dans nos associations étudiantes respectives auprès des anciens étudiants et anciennes étudiantes. La cause de cette démobilisation auprès des anciens et anciennes est due en partie aux groupes d'organisation et aussi au fait que la majorité de la population étudiante ne voulait plus entendre parler de politique, car ils en ont été bombardé-e-s à la session d'hiver 2005. De plus, ce même groupe d'organisation devait être en mesure d'effectuer la mobilisation auprès des nouveaux étudiants inscrits et nouvelles étudiantes inscrites, ce qui n'a pas été fait à son maximum en début de session et les facteurs nommés ci-dessus en sont responsables en grande partie. Donc, comme les nouveaux et les nouvelles n'avaient pas été fortement mobilisé-e-s pour pallier à la démobilisation des anciens et anciennes, on a pu voir naître un faible taux de participation aux instances et aux actions politiques du mouvement étudiant. Comment aurait-on pu éviter cela?

**La démobilisation générale qui a suivi la huitième grève générale illimitée aurait pu être évitée si l'effort de mobilisation avait été constant et ce, immédiatement après la grève afin de conserver l'esprit militant acquis pendant la grève.** De plus, malgré l'essoufflement, les nouveaux étudiants et nouvelles étudiantes auraient dû être mobilisé-e-s dès leur arrivée à l'école conjointement avec les anciens et anciennes. **De son côté, l'ASSÉ aurait dû adopter un plan d'action plus concret et un objectif précis pour faciliter sa diffusion dans les associations étudiantes locales.** Elle aurait aussi pu fournir un soutien accru aux associations étudiantes en difficulté. Bref, la mobilisation restera toujours l'élément de base d'une vie militante efficace et combative au niveau local et national et c'est en conservant un effort mobilisateur constant que l'on y parviendra.

## ANNEXE 1

1. Que soit formé un comité qui aura à appeler et à organiser la première instance de la coalition. Que ce comité soit formé des membres du Conseil exécutif de l'ASSÉ et d'un nombre égal d'individus issus d'associations non-membres intéressés à travailler au sein de la coalition (Olivier Noël, François Laliberté-Auger, Anne-Marie Gallant et Mathieu Corbeil-Bussières).

2. Que les associations étudiantes étudient et amènent dans leurs assemblées générales la proposition suivante par rapport au fonctionnement de la coalition pour qu'elle soit adoptée au prochain Congrès :  
Que soit formé par la coalition de grève les comités suivants :

1- Comité médias : Le Comité médias est composé de quatre personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui ont pour fonction de représenter la coalition auprès des médias, de s'assurer que la grève ait une bonne couverture médiatique et de faire des entrevues.

2- Comité négociations : Le Comité négociations est composé de quatre personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui ont pour fonction de représenter la coalition auprès du gouvernement lorsque celui-ci désirera s'entretenir avec la coalition des associations en grève. En aucun cas ce comité peut officiellement accepter une offre du gouvernement sans que celle-ci soit préalablement approuvée par les assemblées générales des membres de la coalition.

3- Comité logistique : Le Comité logistique est composé de six (6) personnes, paritaires membres et non-membres de l'ASSÉ, hommes et femmes, qui ont pour fonction de gérer le fonds de grève de la coalition, de convoquer les instances de celle-ci, de les préparer d'y amener des propositions.

4- Comité de coordination : Coordonne l'ensemble des Comités de l'ASSÉ et ad hoc constitué du Conseil exécutif et d'autant de non-membres.

Que ces Comités soient formés d'un ou une membre du Conseil exécutif de l'ASSÉ élu-e par ses membres afin d'assurer une continuité dans le travail déjà amorcé par celui-ci pour la grève.

Qu'en tout temps, ces comités de la coalition ne puissent prendre des décisions allant à l'encontre des décisions de la coalition ainsi que des Statuts et règlements de l'ASSÉ.

Que ces comités soient redevables devant la coalition.

3. Sera comptée dans le plancher une association étudiante qui répond aux trois conditions suivantes :

### **Condition 1 : Revendications**

L'association étudiante a minimalement adopté comme revendication l'abolition de la réforme de l'Aide financière aux études en assemblée générale ou en référendum

### **Condition 2**

#### 2.1 : Mandat de principe de grève

L'association étudiante a adopté en assemblée générale ou en référendum de tenir dans les 3 jours

ouvrables suivant l'atteinte du plancher une assemblée générale extraordinaire d'organisation pour déclencher la grève.

***OU***

## 2.2 : Mandat de grève

L'association étudiante est en grève.

### **Condition 3 : Plancher**

L'association étudiante a adopté en assemblée générale ou en référendum un plancher de 7 associations étudiantes ou moins répondant à ces conditions.

4. Que les associations intrafacultaires universitaires soient comptées comme une association dans le plancher.
5. Que l'ASSÉ assume les dépenses d'ici à la 1<sup>ière</sup> instance de la coalition et que soient soumises les dépenses ainsi effectuées à la coalition qui déterminera des modalités de compensation.
6. D'utiliser le nom « Coalition de l'ASSÉ Élargie (CASSÉÉ) » jusqu'à l'adoption par la coalition